

La compagnie avait déjà été dirigée par quelqu'un de très capable, ancien ministre de la couronne, citoyen d'une grande popularité et qui fut regretté. Il a beaucoup aidé à l'essor du district de Riverdale. C'était mon prédécesseur, l'honorable E. B. Ryckman. Cependant elle a remplacé récemment des administrateurs et des chefs de services, et il en est résulté que plusieurs des employés ne travaillent plus qu'irrégulièrement et certains Américains ont pris la place des anciens employés supérieurs. Le régime de protection avait fait de cette industrie un actif réel pour le Canada, et ceux qui avaient contribué à ses progrès comptaient parmi nos meilleurs citoyens. Le candidat ministériel, lors de l'élection complémentaire et lors des élections générales d'octobre dernier jouissait de l'appui pratique du président libéral de cette compagnie. Les affiches qui avoisinaient cette usine portaient ces cris de ralliement: Votez libéral et mettez un terme au chômage; supprimez Bennett et la crise économique; si vous voulez de l'action, élisez Snelgrove; réprimez les trusts; assurez-vous de taux plus bas sur les emprunts bancaires, les prêts hypothécaires, abaissez les intérêts, protégez le petit propriétaire. C'est de pareils appels que les affiches adressaient aux employés de cette industrie.

La nomination du titulaire a été annoncée de façon irrégulière. Je crois qu'il n'est guère sage d'annoncer, avant qu'elle soit réellement effectuée, la nomination de quelqu'un à un corps public, qu'il s'agisse d'un poste provincial, municipal ou fédéral. C'est une situation amusante. Je suis certain que nous pourrions trois ou quatre fois remplir la Chambre de gens qui occuperaient volontiers les fonctions de commissaires. Nombreux sont ceux qui donneraient volontiers conseils sur conseils au ministre. Le ministre est si passionné de conseils, qu'il s'est procuré les œuvres de Carlyle pour renseigner les chômeurs et les nourrir de citations de cet auteur. Maintenant, c'est le président Purvis qui sera chargé de le conseiller.

Non seulement cet homme est président de la société dont je parle, mais il a aussi des intérêts dans la Banque de Montréal, la société du téléphone Bell, la Canadian Investment Fund Limited, la Canadian Lastex Company Limited, la Consolidated Paper Corporation, la Liverpool and London and Globe Insurance Company, la Sun Life Insurance Company et la General Motors Corporation de New-York. C'est un citoyen estimable; il a rendu de grands services à son pays. Mais, dans le cas actuel, je crois qu'il tente l'impossible. Je m'étonne qu'un homme possédant une si grande habileté prête son nom à une

telle entreprise. Né en Angleterre, il connaît aussi bien que quiconque l'état de choses existant dans ce pays-là ou chez nous. Il devra se borner à présenter des avis et des rapports, des rapports et des avis; puis à enlever certaines choses de ses rapports ou à en ajouter. Je m'étonne qu'un homme si compétent s'occupe d'une telle mesure.

J'ai les chiffres indiquant l'étendue de l'assistance aux chômeurs aux Etats-Unis. Il y a 24 millions d'Américains qui vivent de fonds d'assistance. Environ 14 millions gagnent leur vie grâce au programme de travaux de secours, tandis que les autres 10 millions touchent les allocations locales de chômage. Le *Cleveland News* a publié une illustration instructive; c'est une série de cheminées de diverses grandeurs figurant la diminution du chômage depuis le mois de mars 1933. Je citerai l'assertion suivante:

Les statistiques de la diminution du chômage depuis le mois de mars 1933 indiquent que nous venons en arrière du Canada, de la Suède, de la Belgique et de la Grande-Bretagne et que nous dépassons juste un peu le Japon. Ces statistiques émanent de sources officielles à Washington et à Genève. L'*United States News* figure par des cheminées de grandeurs diverses le pourcentage de la diminution des chômeurs dans chacun des six pays. Grâce à l'obligeance de ce journal de Washington, nous avons la permission de reproduire le diagramme qui en dit plus que des mots ou des statistiques.

Le dessin montre que le pourcentage de la diminution du chômage, depuis le mois de mars 1933, a été de 19 p. 100 aux Etats-Unis; de 18 p. 100 au Japon; de 24 p. 100 en Grande-Bretagne; de 27 p. 100 en Belgique; de 36 p. 100 en Suède; de 42 p. 100 au Canada. Cependant, en dépit de ces chiffres, un honorable membre a imputé hier à blâme au parti auquel j'appartiens le chômage qui sévit au Canada. Le chômage chez nous est attribuable d'abord au prédécesseur immédiat du dernier gouvernement, car le gouvernement en question n'a pris aucune mesure contre le dumping et n'a fait aucun effort pour conserver le marché domestique pour l'industrie canadienne et les producteurs canadiens, ou pris des mesures en vue d'étudier l'état du chômage.

Je crois en une politique de protection pour le travailleur industriel. Nous avons entendu adresser beaucoup de critique au gouvernement américain, mais je ferai remarquer que, sous le régime du gouvernement américain, sous l'empire du Home Owners Corporation Act, un million d'habitations familiales ont échappé à la forclusion. Voyez ce que le Sénat américain a fait en 1927 pour l'allègement du chômage. Voyez ce que nos voisins ont fait dans l'enquête sur les opérations de Wall Street et la malhonnêteté dans les affaires financières relativement aux chômeurs, aux